

1972 « Le Burundi a mis sa main dans le chaudron, dont il n'est pas vraiment sorti » Entretien avec Jean-Pierre Chrétien

par Theo Englebert | 21 janvier 2026 | Entretiens

L'historien Jean-Pierre Chrétien revient sur les premières années d'indépendances du Burundi jusqu'au crime de 1972 au cours duquel une centaine de milliers de personnes furent massacrées.



Donation

Historien majeur de la région des Grands Lacs, directeur de recherche honoraire au CNRS (Centre national de la recherche scientifique français) et auteur d'ouvrages de référence, Jean-Pierre Chrétien, 88 ans, est un fin connaisseur du Burundi et du Rwanda précoloniaux et contemporains. Après dix ans de silence médiatique, il a accordé une série d'entretiens exclusifs à African Facts.

- **Le premier déclic de Jean-Pierre Chrétien, pionnier d'une recherche fondée sur l'oralité dans la région des Grands Lacs**
- **« Le Burundi et le Rwanda anciens n'étaient pas un paradis »**
- **D'où vient l'idéologie « hamitique » ?**
- **De la colonisation à la naissance d'une extrême droite africaine**

Dans ce nouvel entretien, Jean-Pierre Chrétien aborde cette fois les années post-indépendance au Burundi et le crime commis par l'ancien régime en 1972 au cours duquel une centaine de milliers de personnes ont été assassinées.

African Facts : Après avoir longuement parlé avec vous du Rwanda, nous souhaiterions parler des premières décennies de souveraineté du Burundi. Comment se passe le passage à indépendance ?

Jean-Pierre Chrétien : Alors que du côté rwandais, l'indépendance avait été précédée par la « Révolution sociale » et le modèle totalitaire Hutu [voir notre entretien [De la colonisation à la naissance d'une extrême droite africaine](#) NDLR], au Burundi, cela se passe par l'intermédiaire de l'UPRONA [Union pour le progrès national, parti au pouvoir quasi sans discontinuer jusqu'en 2003 NDLR] du prince Rwagasore [Louis, 1932-1961, fondateur de l'UPRONA, désigné comme Premier ministre en septembre 1961 et assassiné en octobre de la même année NDLR]. Concernant son idéologie, je vous renvoie à tous ses discours publiés par Christine Deslauriers¹. C'est un homme moderne qui se préoccupe aussi d'économie et qui ne cache pas, à plusieurs moments, son inquiétude sur ce qu'il se passe de l'autre côté de la rivière Kanyaru, au Rwanda. Il sent, il perçoit que ça

pourrait être contagieux, puisqu'il y a aussi des Tutsi et des Hutu au Burundi.

Mais à l'époque, ce problème ne se pose pas vraiment. On en a en quelque sorte la preuve. En 1959, un groupe de travail du ministère des Colonies est passé au Rwanda et au Burundi. Au Rwanda, les gens interrogés ont tous parlé du « privilège Tutsi », etc. Au Burundi, les gens ont parlé de « privilèges Ganwa », ces princes qui étaient des gens un peu vieillots et qui contrôlaient tout [voir notre entretien « *Le Burundi et le Rwanda anciens n'étaient pas un paradis* » NDLR]. La ligne de clivage et les revendications ne concernaient pas du tout les Hutu et les Tutsi mais plutôt ces princes. Jan Vansina [1929-2017, historien et ethnographe belge NDLR] l'a dit aussi, c'était le jour et la nuit entre le Burundi et le Rwanda quant à ce problème. C'est devenu contagieux après. Parce que certains ont voulu que ça le soit. Alors là, ça nous renvoie à la crise de 1965, le piège dans lequel sont tombés les dirigeants Tutsi du Burundi en 1972, etc.

— **C'est justement là que nous voulions en venir. En 1965, ces espoirs s'évanouissent plus ou moins. On tombe rapidement dans un autre régime...**

— La peur chez les Tutsi d'un massacre « à la rwandaise », je peux en témoigner, puisque j'étais là. Elle apparaît à ce moment-là. Même si ça a été très localisé, vers Bukeye [à l'extrême sud-ouest du pays, une dizaine de kilomètres au nord de la frontière tanzanienne NDLR], Mbuye [une soixantaine de kilomètres à l'est de Bujumbura NDLR], et puis au Nord-ouest. D'autant qu'il y avait un bourgmestre très militant qui avait été au Rwanda, puis qui avait aussi fait un voyage aux États-Unis, qui était dans les eaux du régime de Kigali. Les Burundais se sont dit : « Ça y est. Il y a des gens qui ont décidé de nous imposer la même potion ». Ça explique sans doute la suite.

On est toujours en monarchie. En 1965, Mwambutsa [1912-1977, souverain du Burundi depuis 1915 NDLR] s'en va. Il est remplacé par son fils, Ntare. En 1966, il y a un coup d'État militaire du colonel Micombero [Michel, 1940-1983, premier-ministre du roi Ntare qui instaure une dictature militaire dont il sera à la tête durant 10 ans et fait de l'UPRONA le parti unique du

pays NDLR], un Tutsi du Bururi, dans le Sud. Il représentait, sans doute, une sorte de réponse à cette inquiétude concernant une potentielle « menace Hutu » à la rwandaise. Même si, en réalité, ce sont plutôt les gens du Nord qui étaient inquiets, pas les gens du Sud. L'histoire du Burundi est pleine de quiproquos...

Puis, en 1972, il y a un mouvement de rébellion dans le sud du pays qui ne vient pas du Rwanda. Il est organisé depuis la Tanzanie à partir des idéaux gauchistes [sic] de la Tricontinentale [réseau internationaliste et tiers-mondiste d'influence marxiste-léniniste qui tire son nom d'une conférence éponyme tenue à La Havane en 1966 NDLR]. Et là, les autorités burundaises tombent en plein dans le piège. C'est-à-dire qu'il n'y a plus d'institutions respectées. On massacre à tour de bras.

— **Vous avez justement coécrit un livre sur le sujet². Est-ce que vous pourriez nous en dire quelques mots ? Que se passe-t-il au Burundi en 1972 ?**

— Il y a donc cette attaque de rebelles « mulelistes » [du nom de Pierre Mulele qui dirigea une rébellion sécessionniste d'inspiration socialiste au Congo voisin de 1963 à 1965 NDLR] dans le sud du pays. Nous avons des témoignages issus des enquêtes orales que nous avons menées sur place et aussi de Français qui étaient alors à Nyanza-Lac [extrémité sud-ouest du pays NDLR] et qui ont décrit la situation : des gens qui sont venus de Tanzanie puis sont repartis. Les enquêtes ont montré que des gens de l'Imbo, la plaine qui borde le lac, ont participé au mouvement. Certains d'entre eux sont montés à Vugizo [à quelques dizaines de kilomètres au nord de la Tanzanie NDLR] où il y a une espèce d'espace montagneux. Il y a donc eu des massacres au Sud.

Et que fait Micombero ? Eh bien, il se passe des choses bizarres. Il venait de dissoudre son gouvernement pour en constituer un nouveau. Quelle sorte de gouvernement ? Est-ce que ça devait être un gouvernement militaire ? Bref... Il n'y a pas de gouvernement. Il n'y a que Micombero, président, et Artémon Simbananiye, un politicien Tutsi du sud particulièrement extrémiste, ministre des Affaires étrangères. Ces deux-là gèrent le pays à l'époque.

Ensuite, les massacres [*qui visent des civils identifiés comme Hutu NDLR*] ne s'organisent pas de façon aussi régulière qu'au Rwanda en 1994. Ça dépend des endroits. Les initiateurs de massacres peuvent être des militaires, des gouverneurs, des autorités judiciaires, des administrateurs de communes. Mais dans d'autres endroits, l'administrateur de communes va sauver des gens. Il y a une espèce de vague génocidaire qui se répand dans le pays, mais de façon extrêmement hétéroclite. Et donc, finalement, sous pression internationale et intérieure, au mois de juin-juillet, ça s'est arrêté. Mais le mal était fait.

— **Que voulez-vous dire ?**

— Le mal était fait parce que beaucoup de familles Hutu avaient perdu des leurs. Et ça explique largement ce qui va se passer ensuite en 1988 à Ntega et Marangara [*après un pogrom improvisé qui coûte la vie à plusieurs centaines de Tutsi, l'armée burundaise de l'époque assassine des milliers de Hutu et déclenche un important exode NDLR*]. La récente thèse de Philibert Nkurunziza sur le sujet est absolument remarquable³. On voit que 1972 imprègne les gens là-bas, en plus évidemment de tous les intérêts circonstanciels locaux, etc.

Mais là, il y a un gouvernement responsable, celui de Buyoya [Pierre, 1949-2020, *président du Burundi de 1987 à 1993, puis de 1996 à 2003 NDLR*], qui a conscience de la catastrophe qui menace le pays et qui, tout de suite, prend le problème à bras-le-corps et décide, par exemple, de nous laisser enquêter, Joseph Gahama, Gabriel Lejeune et moi. On a accepté parce qu'on avait envie d'y aller.

Ensuite, ça s'est très vite accompagné de la constitution d'une Commission pour l'unité nationale, etc. Avec une volonté d'aborder le problème de l'unité nationale, c'est-à-dire ce problème Hutu-Tutsi, qui sera en partie résolu. Mais il resurgit en 1993 lors de l'élection, puis de l'assassinat de Ndadaye [Melchior, 1953-1993, *homme politique progressiste, social-démocrate et anti-ethniste élu démocratiquement à la présidence en juillet 1993 et assassiné en octobre de la même année NDLR*] qui est suivi du massacre de pas mal de Tutsi. Le

Burundi avait mis sa main dans le chaudron, dont il n'est pas vraiment sorti.

— **Encore aujourd'hui, on peut entendre régulièrement, ici et là, dans la diaspora burundaise et chez d'anciens réfugiés rwandais que les Tutsis n'auraient fait que se défendre en 1972. Était-ce de l'« autodéfense » ?**

— Alors ça, c'est de l'idéologie ! Ça a pu être vrai dans le Sud. Puisque le Sud avait été subverti. Il y avait des gens massacrés. Donc l'armée intervient. N'importe quel gouvernement aurait fait ça. Mais ensuite, aller arrêter des élèves ici et là d'après des listes puis les emprisonner et les exécuter sans enquêtes. Alors là, je m'excuse, mais non. C'est du registre de la vengeance ou de la tuerie préventive plutôt que de la justice ou de l'autodéfense. D'ailleurs, je connais beaucoup de Burundais de cette époque qui le disent. C'était catastrophique.

1. Paroles et écrits de Louis Rwagasore, leader de l'indépendance du Burundi, 2012, Karthala ↩

2. Burundi 1972 : au bord des génocides, 2007, Karthala ↩

3. Aux marges de l'État, au cœur du drame. Microhistoire des massacres de Ntega et Marangara au Burundi. Septembre 2025, Université de Pau ↩

par Theo Englebert
21/01/2026 | Entretiens

Méthodologie:

Les entretiens publiés sur African Facts sont recueillis par nos contributeurs et font l'objet d'un travail de vérification aussi rigoureux que possible de la part des membres de la rédaction. L'authenticité des propos et des informations rapportées est contrôlée par African Facts. Les contenus sont replacés dans leur contexte afin de garantir une compréhension fidèle et équilibrée. Les opinions exprimées restent de la seule responsabilité des personnes interrogées et/ou de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement la position d'African Facts.

Une nouvelle source d'informations fiables